

ASH

Le 12/02/16

## LE DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN SE DÉSENNGE DE L'HÉBERGEMENT D'URGENCE

Accusant l'Etat de poursuivre la baisse de ses dotations budgétaires «*au détriment des collectivités territoriales*», le conseil départemental du Bas-Rhin, présidé depuis avril 2015 par Frédéric Bierry (LR), a adopté le 5 février son budget primitif pour 2016, à hauteur de 1,1 milliard d'euros, et notamment marqué par la disparition de quelque 640 000 € de subventions aux structures d'hébergement d'urgence. Selon *Le Monde*, une dizaine d'opérateurs sont visés, y compris le centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville de Strasbourg. Pour l'élu alsacien, cette décision est justifiée par des baisses de crédits de l'Etat qui vont atteindre 70 millions d'euros pour le Bas-Rhin sur la période 2014-2017, «*auxquels il faut ajouter les près de 160 millions d'euros de dépenses sociales non compensées et laissées à la*

*charge du contribuable bas-rhinois*» pour la seule année 2016. Ce qui fait donc un total de «*250 millions d'euros de désengagement et d'impact de l'Etat à absorber par le département*», fait valoir Frédéric Bierry sur sa page Facebook, en assurant avoir dû faire peser «*les économies sur les politiques qui ne relevaient plus de notre compétence obligatoire*», ce qui est «*le cas de l'hébergement d'urgence qui relève de la compétence de l'Etat et des communes*». Face aux menaces que ces coupes drastiques font peser sur l'avenir des organisations concernées, le département renvoie la balle à l'Etat et à la ville de Strasbourg, en les invitant à assumer «*leurs compétences et leurs responsabilités, notamment auprès des associations qui interviennent dans l'hébergement d'urgence*».

Dans une lettre ouverte à Frédéric Bierry, le Collectif des associations unies pour une nouvelle politique de logement des personnes sans abri et mal logées, atterré, réclame une concertation avec l'Etat et les associations, afin de «*pérenniser les réponses en matière d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement des plus démunis dans le Bas-Rhin*». Il rappelle que «*la métropole strasbourgeoise compte régulièrement près de 500 personnes à la rue, sans solution*» et que le 115 du Bas-Rhin «*ne répond qu'à une demande d'hébergement sur trois*». Il juge «*inacceptable que la réduction des dépenses publiques et le bras de fer entre l'Etat et le département se fassent sur le dos des personnes les plus précaires et des associations qui les accompagnent*». • A. S.